



Bulletin Veille Europe n°76 Mai 2018

SOMMAIRE

Institutions de l'UE	2
Commission européenne / Rapport d'avancement de l'Agenda européen en matière de migration.....	2
Parlement européen / Rapport sur le fonctionnement de Schengen.....	2
Parlement européen / Fiche sur les flux migratoires vers l'UE	3
Parlement européen / Fiche sur les projets et fonds relatifs à l'asile et aux migrations	3
Parlement européen / Rapport – Asile, frontières, coopération extérieures – développement récents	3
Conseil de l'UE / Rapport annuel 2017 sur les droits humains et la démocratie	3
Conseil européen / Sommet de Sofia	4
Agences et organes de l'UE	5
Frontex / Rapport annuel du Frontex Consultative Forum	5
Eurostat / Demandes d'asile des mineurs non accompagnés en 2017	5
EASO / Mise à jour du rapport d'information pays d'origine sur la situation sécuritaire en Afghanistan	5
European Migration Network / Rapport Annuel sur la migration et l'asile 2017	6
European Migration Network / Rapport des 10 ans de l'EMN.....	6
European Migration Network / Fiche sur les pays d'origine sûre	6
Institutions européennes	6
CEDH / Action contre l'Italie pour sa collaboration avec les garde-côtes libyens	6
Conseil de l'Europe / Dix de mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains.....	7
Cour des comptes européenne / Briefing paper sur l'intégration des migrants en UE	7
Organisations des Nations unies	7
OIM / Faire face aux schémas de migration complexes et changeants en Europe du Sud-est, en Europe de l'Est et en Asie centrale	7
HCR / Arrivées vers l'Europe Janvier-Mars 2018.....	8
HCR / Le HCR reprend les évacuations vitales de réfugiés depuis la Libye.....	8
OHCHR / Note sur les expulsions collectives de migrants par l'Algérie	8
Organisations de la société civile	8
Transnational Institute / Rapport sur la politique d'externalisation des frontières de l'UE	8
Open Migration / La nouvelle frontière européenne entre le Niger et la Libye.....	9
IDMC / NRC / Rapport sur les déplacements forcés.....	9
Focus nationaux	9
Autriche / Inquiétudes du HCR sur un projet de loi du gouvernement.....	9
France / Le HCR est préoccupé par les conditions des réfugiés et des migrants dans divers campements à Paris.....	9

Institutions de l'UE

Commission européenne / Rapport d'avancement de l'Agenda européen en matière de migration

La Commission a présenté un rapport sur les progrès réalisés dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration et de la feuille de route de la Commission de décembre 2017, et a défini les nouvelles actions clés devant être engagées.

Bien que les efforts concertés de l'UE aient continué à porter leurs fruits, la situation reste précaire du fait de la pression migratoire qui s'exerce actuellement, les arrivées ayant récemment augmenté le long des routes de la Méditerranée orientale et occidentale. Cette situation exige de l'UE, dans son ensemble, qu'elle fasse preuve de la vigilance et de la préparation nécessaires pour répondre aux pics saisonniers ou aux déplacements de la pression, notamment d'une route à l'autre.

Le rapport publié met en évidence les axes actuels d'action qui doivent être renforcés:

- combler les manques persistants de moyens touchant le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes;
- améliorer les retours;
- stimuler les réinstallations;
- et mieux protéger les migrants le long des routes migratoires.

Afin de soutenir l'approche globale de l'UE en matière de migration et de doter l'Europe des moyens de faire face à toute nouvelle crise à l'avenir, les États membres devraient à présent :

- mettre à la disposition de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes les garde-frontières et les équipements qui lui font défaut;
- combler le déficit de financement de 1,2 milliard d'euros en faveur du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique;
- améliorer la situation en Grèce et accélérer les retours vers la Turquie;
- intensifier sensiblement les retours et faire usage du mandat de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en matière d'aide aux retours;
- accélérer les efforts de réinstallation dans le cadre du nouveau programme pour les pays prioritaires, en particulier en ce qui concerne le mécanisme de transit d'urgence au Niger, ainsi que dans le cadre de la déclaration UE-Turquie;
- parvenir rapidement à un accord sur la réforme du régime d'asile européen commun, afin de faire en sorte que l'UE soit préparée à répondre à d'éventuelles futures crises.

Pour en savoir plus :

Rapport : [http://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/COM\(2018\)301-Progress_Report_Implementation_EuropeanAgendaMigration.pdf](http://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/COM(2018)301-Progress_Report_Implementation_EuropeanAgendaMigration.pdf)

Parlement européen / Rapport sur le fonctionnement de Schengen

La Commission LIBE du Parlement européen a constitué un groupe de travail sur le contrôle de Schengen. Il publie un rapport annuel sur le fonctionnement de Schengen. Confié au rapporteur Carlos Coelho, le premier rapport pose une analyse sans concession des progrès et lacunes qui accompagnent ou affectent le bon fonctionnement de Schengen. Les États membres ne sont pas épargnés par le député européen. Le premier rapport annuel sur l'état de Schengen aborde les principales failles de la mise en œuvre de l'acquis Schengen, les progrès réalisés pour combler ces lacunes ainsi que les futures étapes.

Pour en savoir plus :

Rapport : <http://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/PE-Rapport%20annuel%20fonctionnement%20Schengen.pdf>

Parlement européen / Fiche sur les flux migratoires vers l'UE

Cette infographie vise à présenter les dernières données disponibles sur les flux migratoires vers l'UE en 2017. Elle couvre la détection des franchissements illégaux aux frontières extérieures de l'UE, le nombre de décès de migrants sur ces points de passage, le nombre de demandes d'asile dans les États membres ainsi que les décisions liées à ces demandes.

Pour en savoir plus :

Infographie : <http://www.europeanmigrationlaw.eu/fr/articles/actualites/parlement-europeen-infographie-flux-migratoires-vers-l-ue-en-2017>

Parlement européen / Fiche sur les projets et fonds relatifs à l'asile et aux migrations

Ce briefing du think tank du Parlement européen présente les projets et les fonds relatifs à l'asile et aux migrations. Il détaille les différents fonds fiduciaires existants, les instruments sur la résilience dans les pays voisins de l'UE, les fonds pour le développement, et les fonds d'urgence.

Pour en savoir plus :

Briefing: [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI\(2018\)620219](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI(2018)620219)

Parlement européen / Rapport – Asile, frontières, coopération extérieures – développement récents

Cette publication fait le point sur les développements récents de l'action de l'UE dans le domaine de l'asile, de gestion des frontières et de la coopération extérieure en matière de migration. Elle examine les principales initiatives proposées par l'UE pour répondre aux défis migratoires, en se concentrant sur trois aspects principaux: la réforme du système européen commun d'asile, le renforcement des frontières extérieures de l'UE et le renforcement de la coopération extérieure de l'UE en matière de migration.

Pour en savoir plus :

Rapport : http://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/EPRS_EU-Asylum-Borders-ExternalCoop-dev_EN.pdf

Conseil de l'UE / Rapport annuel 2017 sur les droits humains et la démocratie

Le 28 mai, le Conseil a adopté le rapport annuel de l'UE sur les droits humains et la démocratie dans le monde en 2017. Le rapport revient en détails sur le travail à différents niveaux de l'UE (Représentant spécial pour les droits humains, au sein des Nations Unis, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, et de l'OIT), et sur les différents enjeux de défense des droits humains et de la démocratie (élections, liberté d'expression, torture, peine de mort, anti-discrimination, droits économiques et sociaux, conflits et crises humanitaire, et asile).

Sur le volet migratoire et asile, le rapport met en avant l'approfondissement de la dimension extérieure de la politique migratoire européenne à travers la lutte contre le trafic et la traite des migrants et les opérations de sauvetage. La formation des garde-côtes libyens inclue un volet important sur les droits humains et le droit d'asile, ainsi que sur les situations de vulnérabilités des migrants et la nécessité de les protéger. Un mécanisme de suivi a été mis en place pour s'assurer de l'efficacité de cette formation sur le long terme. Le rapport relève également les efforts pour la mise en place de voies légales d'accès par la réinstallation.

Pour en savoir plus :

Rapport : <http://www.consilium.europa.eu/media/35383/st09122-en18.pdf>

Conseil européen / Sommet de Sofia

Le Sommet Union européenne-Balkans occidentaux à Sofia s'est déroulé le 17 mai dernier et a réuni les dirigeants de l'Union européenne et les dirigeants des six partenaires des Balkans occidentaux. Les objectifs annoncés de ce sommet étaient de renforcer la coopération dans les domaines de la connectivité, de la sécurité et de l'Etat de droit.

Le Sommet a donné lieu à une déclaration dont l'article 10 traite des questions migratoires : « l'UE et les partenaires des Balkans occidentaux sont confrontés à de nombreux défis communs en matière de sécurité qui requièrent des actions individuelles et collectives. [...] Notre coopération en vue d'endiguer les flux migratoires illégaux a fait ses preuves et sera approfondie ». Dans l'annexe de la déclaration, le deuxième point appelle à « renforcer le dialogue sur la sécurité et les migrations » à travers plusieurs actions :

- la lutte contre le terrorisme et prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent
- le renforcement de la coopération opérationnelle dans la lutte contre la criminalité organisée dont le trafic de migrants et la traite des êtres humains
- un plan d'action en matière d'armes à feu, et le développement des capacités en cybersécurité
- le renforcement de la coopération en matière de gestion des migrations et des frontières
- le renforcement de la coopération avec les officiers de liaison déployés par l'UE dont Frontex
- la création d'une task force inter-agences Justice-Affaires Intérieures dont la coordination sera assurée par la Commission
- l'approfondissement de la coopération sur la politique étrangère et de sécurité commune
- la coopération sur les menaces hybrides.

Selon la feuille de route de la Commission européenne de décembre 2017, le Sommet de Sofia devait être l'occasion d'annoncer une position commune des Etats membres concernant la réforme du règlement Dublin. Cependant, aucune annonce n'a été faite dans ce sens. La dernière échéance sera celle du Conseil européen du 28 et 29 juin qui doit normalement clôturer la réforme du régime d'asile européen commun. Cependant, les Etats membres semblent encore très loin d'atteindre une position commune. En amont du sommet, 5 Etats membres (Chypre, Grèce, Italie, Malte, Espagne) du sud de l'UE ont publié une position commune sur la réforme du règlement Dublin. Ce groupe d'Etats appelle à un meilleur équilibre entre responsabilité et solidarité entre les Etats membres dans la prise en charge des demandeurs d'asile. Ils demandent la réduction de la période de responsabilité des Etats pour les demandes d'asile à deux ans maximum contre les dix ans proposés par la présidence bulgare du Conseil de l'UE. Ils demandent également que les efforts fournis dans les recherches en mer, le sauvetage et la gestion des frontières extérieures soient prises en compte dans « la part équitable » des Etats membres. Le nombre de demandeurs relocalisés depuis les Etats de premier accueil doit suffisamment important pour apporter un soutien significatif aux systèmes d'accueil sous pression. Ces Etats s'opposent également à l'application d'une procédure de recevabilité obligatoire sur la base du concept de « pays tiers sûr » avant la procédure de détermination de l'Etat responsable de la demande d'asile. Bon nombre des points traités dans cette position commune font écho aux positions du groupe dit « Visegrad » rassemblant des Etats membres (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) qui s'opposent frontalement à toute forme obligatoire de relocalisation des demandeurs d'asile à travers l'UE.

L'atteinte d'un accord entre les Etats membres semble de plus en plus complexe, d'autant plus que cette position commune devra ensuite se confronter à l'avis du Parlement européen adopté depuis octobre 2017. Les députés européens se sont positionnés pour un système permanent et obligatoire de relocalisation, quel que soit l'état des flux migratoires. Ces négociations difficiles s'inscrivent également dans un contexte de plus en plus tendu dans lequel les dernières élections italiennes ont renforcé les positions eurosceptiques et anti-migratoires au sein du gouvernement, et dans la perspective d'une prochaine présidence autrichienne au Conseil de l'UE dirigé par un très jeune chancelier, Sebastian Kurz, porté au pouvoir par une alliance avec le parti d'extrême-droite, le FPÖ.

Pour en savoir plus :

Fiche du sommet : <http://www.consilium.europa.eu//media/34652/180515-wb-summit-background.pdf>

Déclaration de Sofia : http://www.consilium.europa.eu/media/34778/sofia-declaration_fr.pdf

Position commune des Etats du sud de l'UE : <https://g8fip1kplyr33r3krz5b97d1-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2018/04/Position-paper-Dublin.pdf>

Agences et organes de l'UE

Frontex / Rapport annuel du Frontex Consultative Forum

Le Forum consultatif de Frontex a publié son 5^{ème} rapport annuel sur l'ensemble des activités de 2017 et intègre également des recommandations. Le premier objectif du Forum consultatif en 2017 était de renforcer la mise en place du règlement européen sur les garde-côtes et garde-frontières et en particulier sur les retours. Le Forum a observé 3 opérations de retour de Frontex and soutenu la révision du code de conduite de Frontex sur les opérations de retour et les interventions. Il a poursuivi son travail de renforcement de protection des enfants dans les activités de l'agence et il a émis des recommandations sur les problématiques de genre.

Le rapport met également en valeur les besoins de l'Office des droits fondamentaux de l'agence, d'être équipés de manière adéquate en forces humaines pour suivre les responsabilités grandissantes de l'agence. Il encourage également Frontex à reprendre la révision de la stratégie sur les droits fondamentaux.

Pour en savoir plus :

Rapport :

https://frontex.europa.eu/assets/Partners/Consultative_Forum_files/Frontex_Consultative_Forum_annual_report_2017.pdf

Eurostat / Demandes d'asile des mineurs non accompagnés en 2017

31 400 mineurs non accompagnés ont demandé l'asile en 2017 en UE, soit une baisse de 50% par rapport à 2016 (63 200 mineurs non accompagnés enregistrés). Ce chiffre reste cependant plus élevé que la moyenne sur 2008-2013 avec 12 000 demandes par an environ.

Les principales demandes ont été déposées en Italie (32%), en Allemagne (29%), en Grèce (8%), au Royaume-Uni (7%), en Autriche (4%), en Suède (4%), et aux Pays-Bas (4%). La France compte 2,8% des demandes avec 590 demandes.

C'est la nationalité afghane qui est la plus importante avec 17% du nombre total de mineurs non accompagnés enregistrés, puis l'Erythrée et la Gambie. Pour la France, c'est d'abord l'Afghanistan, le Soudan et la RDC.

Pour en savoir plus :

Communiqué : http://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/Eurostat-Mineurs_DemandesAsile-2017.pdf

EASO / Mise à jour du rapport d'information pays d'origine sur la situation sécuritaire en Afghanistan

Le rapport fournit une mise à jour des informations sur la situation sécuritaire du pays et dans les 34 régions. En 2017, l'Afghanistan était le 3^{ème} pays d'origine des demandeurs d'asile dans les Etats membres de l'UE avec plus de 47 000 demandes. Sur les 4 premiers mois de 2018, plus de 12 000 demandes ont été déposées en UE par des Afghans.

Pour en savoir plus :

Rapport : https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/Afghanistan-security_situation_2018.pdf

European Migration Network / Rapport Annuel sur la migration et l'asile 2017

L'EMN a publié son rapport annuel sur les migrations et l'asile en UE pour l'année 2017. Le rapport traite de différentes problématiques :

- la migration légale et la mobilité
- la protection internationale incluant l'asile
- les mineurs non accompagnés et les autres groupes vulnérables
- l'intégration
- la migration illégale incluant les contrôles aux frontières
- le retour
- les actions contre la traite des êtres humains
- maximiser l'impact sur le développement de la migration et la mobilité

Pour en savoir plus :

Rapport : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/00_arm2017_synthesis_report_final_en.pdf

European Migration Network / Rapport des 10 ans de l'EMN

Le réseau EMN fête ses dix ans. Ce rapport présente les grandes évolutions des politiques migratoires et d'asile en UE au cours des 10 dernières années. Il conclue sur le rôle de l'EMN de renforcement de la mise en œuvre de la politique européenne et des cadres légaux au niveau national.

Pour en savoir plus :

Rapport : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/00_10_year_anniversary_report_final_en.pdf

European Migration Network / Fiche sur les pays d'origine sûre

Cette fiche de l'EMN présente les politiques et les pratiques des Etats membres de l'UE sur les pays d'origine sûre. Elle détaille quel pays a introduit une liste de pays d'origine sûre, et si les ressortissants de ces pays sont traités différemment des autres ressortissants de pays tiers dans la procédure de demande d'asile. Les différences concernant les conditions d'accueil et les politiques de retour sont également étudiés.

Pour en savoir plus :

Fiche : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/00_inform_safe_country_of_origin_final_en_1.pdf

Institutions européennes

CEDH / Action contre l'Italie pour sa collaboration avec les garde-côtes libyens

Des poursuites ont été lancées à la Cour européenne des droits de l'Homme contre l'Italie pointant du doigt les violations de droits humains dans la collaboration avec les garde-côtes libyens pour intercepter et renvoyer les migrants qui tente de rejoindre l'Europe. Les poursuites sont menées par l'ONG britannique Global Legal Action Network rapporte le cas de 17 survivants d'un bateau en détresse sur lequel les garde-côtes libyens sont intervenus pour intercepter le bateau et ramener les migrants en Libye, alors qu'un navire d'une ONG intervenait pour leur venir en aide. Près de 20 personnes auraient perdus la vie durant cet incident et ceux retournés en Libye ont été incarcérés et ont subis violences et mauvais traitements.

Pour en savoir plus :

Article : <http://www.statewatch.org/news/2018/may/italy-lcg-legal-action-pr.htm>

Conseil de l'Europe / Dix de mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains

Plus de 150 experts de toute l'Europe ont participé le 22 mai à une conférence organisée pour marquer le 10^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Une nouvelle publication sur l'« Impact des travaux de suivi du GRETA » a été présentée lors de la conférence, qui s'intéresse à la manière dont la Convention aide les victimes de la traite des êtres humains, à l'impact de la Convention sur les politiques et les pratiques en Europe et aux défis qui restent à relever.

Pour en savoir plus :

Document d'information : <https://rm.coe.int/background-paper-fr/16808aa7dc>

Rapport général GRETA 2017 : <https://rm.coe.int/greta-2018-1-7gr-fr/16807af481>

Cour des comptes européenne / Briefing paper sur l'intégration des migrants en UE

La Cour des comptes européenne a mis en évidence un certain nombre de défis liés à l'intégration des migrants originaires de pays extérieurs à l'UE dans la société, qui appellent une action plus poussée de la part de l'Union. Ces défis sont analysés dans un nouveau document d'information consacré à l'action de l'UE en faveur de l'intégration des migrants vivant en situation régulière sur le territoire de l'UE sans en avoir la citoyenneté, tels que les personnes ayant migré aux fins d'un emploi, dans le cadre d'un regroupement familial ou à des fins de recherche, ou encore les demandeurs d'asile et les réfugiés. Le document d'information ne concerne pas les personnes en séjour irrégulier dans l'UE.

Les principaux défis mis en évidence sont :

- La durée de traitement des demandes qui retarde le début du processus d'intégration
- Les discriminations
- Le financement
- Le manque d'engagement
- La nature incomplète des politiques
- Le manque de suivi
- La complexité

En savoir plus:

Briefing paper:

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/Briefing_paper_Integration_migrants/Briefing_paper_Integration_migrants_EN.pdf

Organisations des Nations unies

OIM / Faire face aux schémas de migration complexes et changeants en Europe du Sud-est, en Europe de l'Est et en Asie centrale

Les hauts-responsables et chefs de mission de l'OIM de l'Europe et de l'Asie centrale se sont réunis au mois de mai en Autriche. La région de l'Europe du Sud-est, de l'est et l'Asie centrale accueille près de 5,5 millions de personnes déplacées par le conflit, qu'il s'agisse des 3,9 millions de réfugiés et personne sous protection temporaire en Turquie, des 1,5 millions de déplacés en Ukraine ou de plus petits groupes dans les Balkans occidentaux et dans le sud Caucase. L'OIM relève également que de nouveaux parcours migratoires se développent en Europe de l'Est depuis la Turquie par l'Albanie, le Monténégro et la Bosnie. L'OIM insiste sur des schémas de mobilité de plus en plus complexes à travers la région.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/faire-face-aux-schemas-de-migration-complexes-et-changeants-en-europe-du-sud-est-en-europe-de>

HCR / Arrivées vers l'Europe Janvier-Mars 2018

Le HCR compile dans ce document des données clés sur l'Europe pour le premier trimestre 2018. Il dénombre 16 600 arrivées pendant le premier trimestre, 500 morts et disparus. Les nationalités les plus importantes sont les Syriens, les Irakiens, les Erythréens, les Tunisiens, les Guinéens, les Maliens, les Marocains, les Ivoiriens, l'Afghans, et les Algériens. Le HCR note 84 170 demandes d'asile en 2018 (janvier et février 2018 – provisionnel - Eurostat).

Pour en savoir plus :

Fiche : <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/63570>

HCR / Le HCR reprend les évacuations vitales de réfugiés depuis la Libye

Après plusieurs mois de suspension à la demande du gouvernement nigérien, les évacuations de Libye ont repris le 10 mai avec l'évacuation de 132 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables depuis Tripoli. Depuis novembre 2017, le HCR a évacué 1 474 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables et ont été relocalisés au Niger (1 152), en Italie (312), et en Roumanie (10). Le HCR a également géré 477 cas de réinstallation depuis la Libye vers des pays tiers.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <http://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2018/5/5af4336813/hcr-reprend-evacuations-vitales-refugies-libye.html>

OHCHR / Note sur les expulsions collectives de migrants par l'Algérie

La porte-parole du Haut-Commissaire a demandé au gouvernement algérien de cesser les expulsions collectives de migrants particulièrement en provenance de pays d'Afrique subsaharienne.

Pour en savoir plus :

Note pour la presse :

<http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23114&LangID=F>

Organisations de la société civile

Transnational Institute / Rapport sur la politique d'externalisation des frontières de l'UE

Le Transnational Institute publie un rapport sur la politique d'externalisation des frontières de l'UE et étudie les conséquences de la politique européenne sur 35 pays prioritaires par l'UE. Les régimes autoritaires et la répression de la société civile et des migrants vulnérables ont favorisé le développement de routes migratoires plus dangereuses mais aussi des entreprises de sécurité et d'armement européennes boostées par le renforcement des systèmes de sécurité des frontières européennes.

Pour en savoir plus :

Communiqué : https://www.tni.org/en/node/24130?content_language=en

Rapport : https://www.tni.org/files/publication-downloads/expanding_the_fortress_-_resume_du_rapport_-_fr.pdf

Open Migration / La nouvelle frontière européenne entre le Niger et la Libye

Open Migration publie une étude sur politique européenne de fermeture de la principale voie d'accès vers le territoire européen à travers le Niger et la Libye.

Pour en savoir plus :

Article : <http://openmigration.org/en/analyses/the-new-european-border-between-niger-and-libya/>

IDMC / NRC / Rapport sur les déplacements forcés

IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre) et NRC (Norwegian Refugee Council) ont publié un rapport sur les déplacements forcés sur l'année 2017. 30,6 millions de personnes ont été déplacés par des conflits et des catastrophes naturelles à travers leur pays en 2017. C'est l'équivalent de 80 000 personnes par jour.

Pour en savoir plus :

Rapport : <http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2018/>

Communiqué : <https://www.nrc.no/news/2018/may/30.6-million-people-displaced-inside-their-country-in-2017/>

Focus nationaux

Autriche / Inquiétudes du HCR sur un projet de loi du gouvernement

Le HCR appelle le gouvernement autrichien à maintenir la protection des réfugiés au centre des amendements sur le cadre légal de l'asile. A travers la publication d'une analyse légale, le HCR a émis des inquiétudes sur des points d'amendements notamment la saisie d'argent et des appareils électroniques des demandeurs d'asile, et le prolongement de la période d'attente pour les réfugiés avant de demander la nationalité autrichienne.

Pour en savoir plus :

Article : <http://www.unhcr.org/news/press/2018/5/5af2bafd4/unhcr-calls-austrian-government-keep-refugee-protection-centre-asylum-law.html>

France / Le HCR est préoccupé par les conditions des réfugiés et des migrants dans divers campements à Paris

Le HCR a fait part de ses inquiétudes concernant la situation de plus de 2 300 personnes actuellement à la rue suite à la fermeture du Centre de la Chapelle et dans l'attente d'une réorientation vers des lieux d'hébergement. Il appelle à une mise à l'abri d'urgence.

Pour en savoir plus :

Article : <http://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2018/5/5af44cd94/le-hcr-est-preoccupe-par-les-conditions-des-refugies-et-des-migrants-dans.html>
